

Simon-Pierre Lacasse

Sionisme de gauche, agriculturalisme et immigration juive au Canada au lendemain de la Grande Guerre

Au lendemain de la Grande Guerre, la communauté juive montréalaise tente de convaincre les autorités canadiennes en matière d'immigration d'ouvrir la porte du pays à leurs coreligionnaires russes, aux prises avec une guerre civile meurtrière. Pour ce faire, certains acteurs du milieu communautaire juif de Montréal émettent un argumentaire autour du potentiel agricole des Juifs. Cet article observe les fondements idéologiques derrière la pensée agriculturiste, comme elle se présente chez les Juifs canadiens, les Canadiens anglais et les Canadiens français. Il soutient que ce débat a influencé durablement les rapports entre la communauté juive canadienne et les autorités canadiennes, notamment Frederick C. Blair qui demeura en poste jusqu'en 1943.

In the aftermath of the Great War, the Montreal Jewish community tried to convince the Canadian immigration authorities to open the country's door to their fellow Russian Jews, struggling with a deadly civil war. To do so, certain actors from within the Jewish community of Montreal argued for the agricultural potential of Jews. This article examines the ideologies that underpinned Canadian Jews', English Canadians', and French Canadians' positions on Jewish agricultural immigration. It argues that this debate strongly influenced the relations between the Canadian Jewish community and Canadian authorities, notably Frederick C. Blair who served until 1943.

Suite à la Première Guerre mondiale, les perturbations causées par la guerre civile opposant les bolchéviques aux forces antirévolutionnaires entraînent une vague de pogroms dans l'ancien empire russe, plus précisément sur le territoire ukrainien. La *Terreur blanche*, sous le régime d'Anton Denikine¹ frappe particulièrement les minorités juives, *de facto* associées au camp des révolutionnaires. Cette répression violente pousse les masses juives paupérisées à prendre la fuite vers l'Ouest, suivant les pas de leurs coreligionnaires qui avaient migré depuis 1880 en nombre considérable aux États-Unis, en Europe occidentale et au Canada. La communauté juive montréalaise, qui avait atteint une masse critique lors de la grande vague migratoire de 1904-1914, se mobilise en vue de permettre l'entrée au pays d'un certain nombre de migrants juifs. Mais leurs efforts se voient contrecarrés à partir de 1919, quand la Loi sur l'Immigration canadienne fait l'objet d'amendements qui visent à resserrer les critères d'admission au pays. À ce moment, le gouvernement maintient que les besoins du Canada sur le plan de l'immigration se limitent à des candidats qui seraient en mesure de coloniser l'ouest du pays. Les ressortissants d'origine juive n'étant pas considérés comme tels par les autorités, ils sont le plus souvent refoulés aux frontières.

Cet article prend pour point de départ le dialogue entretenu par les représentants des institutions de la communauté juive canadienne avec le gouvernement fédéral au lendemain de la Grande Guerre. Pour venir en aide aux migrants juifs qui abou- tissent dans les ports canadiens, ces représentants émettent un argumentaire autour du potentiel des Juifs en agriculture. Ils proposent de les installer dans des commu- nautés agricoles, dans le cadre d'un programme de colonisation pris en charge par des organismes basés à Montréal. Toutefois cette offre se bute à des préjugés tenaces

entretenus par les politiciens et les fonctionnaires canadiens, pour qui les Juifs seraient surtout des habitants des villes. En réponse à ce qu'ils perçoivent comme un biais antisémite, leurs interlocuteurs juifs soutiennent que des changements de fond s'opèrent au sein de leur peuple. En particulier, ils soulignent la prévalence d'un mouvement de retour à la terre, qui se manifeste à l'échelle globale par des activités de colonisation juives depuis les années 1880. Cependant, cette allégation est mise à mal par des résultats statistiques peu convaincants quant au succès de tels projets de colonisation au pays. Aux yeux du gouvernement fédéral, l'expérience a démontré de façon systématique – et donc définitive – que les migrants juifs qu'il envoyait dans les campagnes aboutissaient dans les manufactures des centres urbains.

Que signifie dès lors l'omniprésence d'un discours agriculturaliste au sein des représentants de la communauté juive canadienne? On perçoit d'abord la construction d'un argumentaire dont les motifs sont pragmatiques, vu l'urgence reflétée dans la crise des migrants qui sévit dans les ports atlantiques. Or ce motif demeure insuffisant, car il échoue à prendre en compte les courants idéologiques qui émergent du paysage politique juif à cette période et qui se manifestent particulièrement dans le contexte canadien. À notre avis, pour comprendre la signification d'un discours axé sur l'agriculturalisme au sein de la communauté juive canadienne, il faut rendre compte de l'influence de la pensée sioniste de gauche qui connaît à Montréal un moment fort au lendemain de la Grande Guerre. La montée du nationalisme juif, dont les principaux acteurs canadiens sont issus des mouvements travaillistes-sionistes, est galvanisée suite à la déclaration de Balfour, vers 1917. En vue de la construction d'un foyer national, la notion de productivisation des activités du peuple juif – qui passe entre autres par la vocation agricole – vient à tenir un rôle central dans le processus d'émancipation physique et morale des Juifs. Ces notions s'avèrent particulièrement fécondes au sein de la collectivité juive canadienne au lendemain de la Grande Guerre, et expliquent le discours agriculturaliste que tiennent certains acteurs clés du secteur communautaire juif montréalais.

À partir de correspondances et d'écrits autobiographiques, cette analyse tente de présenter les apports politiques et idéologiques qui mènent les organisations juives à défendre la prévalence d'un agriculturalisme juif dans leur dialogue avec les instances gouvernementales canadiennes. Inspirés par un idéalisme propre au socialisme révolutionnaire qu'ils avaient connu en Russie tsariste, des activistes communautaires ont tenté de convaincre les autorités canadiennes que leurs coreligionnaires pouvaient constituer de bons agriculteurs, et ce en dépit de résultats peu convaincants en cette matière. À terme, ces échanges nous permettent d'élucider les rapports entre Ottawa et la communauté juive montréalaise sur une durée plus longue et d'en faire émerger de nouveaux aspects.

Dans cette mesure, cet article vise à contribuer au champ amorcé par Irving Abella et Harold Troper dans leur étude phare *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe 1933-1945*. Ceci s'avère pertinent, puisqu'en amont de notre article se retrouve Frederick Charles Blair, qui selon Abella et Troper, « [...] prenait toutes les décisions sur qui pouvait entrer au Canada, et rien qui avait trait à son ministère n'échappait à son contrôle. [...] Du point de vue des Juifs européens, ce fait était fort regrettable »². L'homme fort de l'immigration canadienne, décrit par les auteurs comme pivot des portes d'entrée au pays, n'est toutefois observé que durant la période de la crise des réfugiés juifs allemands. Pourtant, ses rapports avec les organismes communautaires juifs avaient débuté dès le lendemain de la Grande Guerre. Nous croyons que ces échanges ont influencé de manière décisive la manière dont la question de l'immigration juive allait être traitée par Blair durant ses années en fonction, et ce jusqu'à son départ vers 1943. En s'en tenant à la seule période des années 1930, Abella et Troper laissent de côté une période cruciale pour comprendre les enjeux importants derrière l'immigration juive au pays.

Après la Grande Guerre, le lien intrinsèque entre l'agriculture et le développement de la nation, tel que compris par les élites anglo-canadienne, canadienne-française et juive canadienne, nous permet de mieux situer les motifs derrière l'application de la Loi sur l'Immigration. On comprend que la campagne était, dans l'arène politique des nations, un lieu hautement contesté qui pouvait servir des fonctions centrales pour des processus de construction ou de survivance nationale.

Les premiers échanges entre le Congrès juif canadien et Frederick Charles Blair

Le 15 avril 1921, le bureau du ministre de l'Immigration et de la Colonisation accuse réception d'une lettre adressée au ministre James Alexander Calder, rédigée par Hannaniah Meir Caiserman, secrétaire général du Congrès juif canadien (CJC) et de la *Jewish Immigrant Aid Society* (JIAS), deux organismes communautaires naissants. Caiserman, établi au pays depuis 1910 et activiste de premier plan, signe une missive particulièrement alarmiste. Tout lui indiquait que le gouvernement canadien avait cherché à réduire l'immigration des Juifs au pays. D'abord, le flux migratoire avait grandement diminué durant la Première Guerre mondiale à cause des contraintes économiques liées à l'effort de guerre ainsi qu'à l'impossibilité de transporter des passagers outre-Atlantique. De fait, on observe entre l'année 1914 et 1915 une chute de 67 % de l'immigration juive au Canada³. Malgré la reprise des activités d'immigration vers 1918, la priorité portée aux vétérans canadiens pour la colonisation des terres vierges menace d'y réduire l'accès aux juifs à néant⁴. Cette situation est aggravée lorsque le règlement sur l'immigration est amendé en juin 1919. Si on ne fait pas mention explicite des Juifs dans le texte de loi, le document contient néanmoins des clauses qui aux yeux de Caiserman pourraient être utilisées pour limiter leur immigration. Par exemple, un ajout à la Loi indique que des immigrants risquent

d'être refoulés s'ils ont préconisé la force ou la violence contre un gouvernement organisé, ou s'ils ont été membres d'organisations opposés à son fonctionnement⁵. Selon lui, ceci pourrait injustement affecter l'admissibilité des Juifs au vu des conditions chaotiques de la guerre civile en Russie soviétique et du contexte de violence et d'affrontement, que l'on pourrait interpréter à guise comme de la désobéissance civile⁶. Il s'inquiète aussi que la clause qui exige aux immigrants de démontrer un certain niveau d'alphabétisation soit inéquitable, puisque la majorité d'entre eux sont appelés à occuper des emplois manuels ne nécessitant pas de compétences linguistiques⁷. Finalement, un règlement controversé stipule que les migrants doivent faire un voyage sans escale depuis l'Europe, ce qui donne lieu à des abus de la part des transporteurs maritimes. Ceux-ci dupaient régulièrement les migrants en gardant le silence sur ce détail crucial, les condamnant à se buter à des portes closes après avoir traversé l'atlantique⁸.

Si ces règlements jouent en la défaveur de migrants pris au dépourvu et souvent sans ressources matérielles, ils sont aux yeux de Caiserman le paravent de motifs plus sombres. Sur ce point, il vaut mieux citer sa lettre en longueur:

À partir des différents documents que j'ai pu étudier et selon la manière dont la Loi sur l'Immigration est appliquée, je prends la liberté d'affirmer que votre ministère considère l'immigration juive comme indésirable, et que cette conviction est fondée sur une connaissance très superficielle du caractère de l'immigration juive comme elle se présente dans le moment. Je me dois de vous faire part qu'en 1914, sous les lois les plus restrictives, plus de 150 000 fermiers et jardiniers juifs sont occupés à des activités d'agriculture et de jardinage, dans le cadre d'un mouvement de « retour à la terre » qui a cours depuis les dix dernières années au sein du peuple juif partout autour du monde. Des efforts similaires peuvent être observés en Argentine et en Palestine où de grandes colonies agricoles ont été fondées, employant des milliers de travailleurs juifs. Lors des dernières années un grand nombre de fermiers juifs ont cultivé de larges terres aux États-Unis, et ont aujourd'hui organisé des unions de cultivateurs, regroupant des milliers de membres partageant leur propre banque agricole, compagnie d'assurance et coopérative d'équipement agricole. Même ici au Canada, où la demande immédiate pour les fermiers juifs n'est pas manifeste et où quiconque peut facilement s'adapter à des activités industrielles, un bon nombre de Juifs – plus de 1500 à l'échelle du pays – sont néanmoins retournés à la terre et ont fait preuve de succès. Si l'agriculture est l'indicateur de la désirabilité d'un immigrant, (une chose dont je doute franchement) il est juste d'affirmer que le pourcentage de Juifs qui sont prêts à aller sur une ferme présentement n'est d'aucune manière plus petit que le pourcentage de non-juifs qui fuient la ferme. Mais puisque votre ministère considère l'immigration juive comme indésirable, je pense que vous avez peu fait pour décourager l'émigration à

partir du point de départ, ce qui éviterait les grandes tragédies qui ont cours dans nos ports, là où Loi sur l'Immigration est appliquée à la lettre ⁹.

Outre un plaidoyer qui en appelle à l'humanité du ministre, on perçoit dans la lettre de Caiserman ses convictions sociales et politiques profondes, reflet d'une idéologie omniprésente dans le Montréal juif de l'après-guerre et qui s'incarne principalement dans le sionisme de gauche. Selon cette perspective, le peuple juif est à ce moment en rupture avec la tradition dont l'Europe de l'Est a constitué le creuset et doit se reconstituer ailleurs. Pour ce faire, les sionistes promeuvent la productivisation des activités au sein de la nation juive comme processus émancipateur. Cette emphase sur le travail manuel est un symbole du mouvement de la nation juive vers l'autodétermination et donc vers l'ère moderne.

L'appel de Caiserman n'est pas un cas isolé; il fait écho à une correspondance qu'entretenait la *Jewish Colonization Association*¹⁰ (JCA) avec le bureau du ministre Calder quelques mois plus tôt. Dans une dépêche envoyée en novembre 1920, Leon Rosenthal, administrateur au sein de l'association, fait la promotion des projets de colonisation juive dans l'Ouest canadien¹¹. Les provinces de la Saskatchewan et du Manitoba comptaient déjà à ce moment une douzaine de fermes juives, opérées par des immigrants qui avaient eu recours au soutien financier offert par l'Institut Baron de Hirsch à Montréal¹². Sur ces fermes, défend Rosenthal, une deuxième génération de fermiers juifs est née, parmi laquelle certains ont même gradué des écoles d'agriculture canadiennes. À la lueur de ces succès, la JCA propose de prendre en charge les réfugiés qui sont alors détenus dans les ports canadiens et de les installer sur des colonies agricoles. Mais ultimement, Rosenthal en appelle à la sensibilité humanitaire du ministre, puisque la déportation de ces individus vers l'Europe qu'ils avaient fuie les condamnerait à une misère certaine.

Commentant cette lettre, F. C. Blair résume les positions du gouvernement sur la question de l'immigration juive dans un mémorandum adressé au ministre Calder¹³. Selon lui, le Canada se trouve dans une situation démographique délicate, notamment au vu du taux de chômage en hausse et de la tendance des immigrants à graviter autour des centres urbains. Selon Blair, parmi les six cent cinquante réfugiés juifs détenus à ce moment dans les ports atlantiques du pays, on ne trouve *aucun* fermier « authentique ». Il recommande donc d'appliquer strictement la loi, puisque l'expérience a démontré de manière définitive que les tentatives de colonisation de la part des immigrants juifs ont peu de succès. C'est précisément cet argument, réitéré systématiquement par Blair jusqu'à sa retraite en 1943, qui est interprété dans l'historiographie comme la preuve de sa réticence à l'endroit de l'immigration juive et plus généralement de son antisémitisme. Mis à part chez Abella et Troper, cette notion se retrouve aussi dans l'étude phare de Simon Belkin sur l'immigration juive au Canada parue en 1968. À propos de l'antisémitisme des représentants du gouvernement canadien après la Grande Guerre, il soutient: « Ils n'étaient pas si nombreux,

mais le biais de quelques chefs de service suffisait pour influencer de façon négative la cause des déplacés juifs durant les périodes critiques [...] »¹⁴. Cependant, ce rapport de pouvoir exercé par Blair est rendu possible grâce à certaines caractéristiques liées à la gouvernance de l'immigration au sein du gouvernement canadien.

Les fonctionnaires et les politiciens jouissaient d'une grande liberté de mouvement dans la gestion et l'application de leur mandat. En effet, on retrouve à la base de la politique d'immigration un principe de souveraineté de l'État qui stipule que ce dernier possède le droit inaliénable de permettre ou de refuser l'accès aux migrants qui cherchent à entrer au pays¹⁵. Selon Kelley et Treblicock dans leur étude *The Making of the Canadian Mosaic*, « c'est à partir de ce principe qu'émerge un système de réglementation de l'immigration qui était largement contrôlé par le pouvoir exécutif du gouvernement »¹⁶. Cette capacité est mise non pas à des fins humanitaires, mais à des impératifs de croissance économique et de « construction de la nation ». Comme l'explique Gerald Tulchinsky, « [...] il y avait peu de discours au sein de la propagande d'immigration qui dépeignait le Canada comment refuge où des minorités opprimées pourraient trouver un lieu d'affirmation identitaire »¹⁷. Blair détient ainsi les leviers politiques pour déterminer – sans devoir passer sous le contrôle de procédés judiciaires ou parlementaires – qui sera admis au pays et qui recevra la citoyenneté canadienne¹⁸.

Les propos qu'il réserve à l'endroit des Juifs au sein du cabinet ministériel ne laissent aucun doute sur son ressentiment face aux requêtes de cette communauté. Dans un communiqué réservé à l'usage interne, Blair avance: « C'est la vieille histoire des tentatives par les Juifs de soutenir qu'ils devraient faire l'objet d'un traitement spécial sous prétexte qu'ils ont vécu de "terribles atrocités", etc. Si l'esprit juif pouvait se convaincre que le Canada est à tout le moins plus important aux yeux des Canadiens que peut l'être le problème de l'immigration juive, nous pourrions peut-être mieux nous comprendre »¹⁹. Malgré la teneur antisémite de ses propos, il est en définitive difficile de réfuter certains des arguments qu'il utilise pour justifier ses actions, en particulier lorsqu'il dément que les colonies agricoles seraient une option réaliste pour les migrants juifs. Ainsi, il se contentait de mettre en application une politique centrale de l'immigration canadienne, qui reflétait la position qu'avait prise le gouvernement après la guerre. Les représentants du Canada à la Société des Nations s'étaient montrés peu enclins à faire des concessions importantes pour pallier la situation alarmante des réfugiés européens, et s'en étaient tenus à réitérer que le besoin pour le Canada se limitait aux candidats possédant de l'expérience en agriculture²⁰. Blair avait ainsi un motif solide, puisque de toute manière les statistiques soutenaient que les initiatives de colonisation juive dans l'Ouest canadien avaient connu dans l'ensemble peu de succès.

La portée de l'agriculture juive au Canada

Dans son étude démographique d'envergure basée sur les données du recensement de 1931, Louis Rosenberg publie vers 1940 un portrait peu éloquent de la classe agricole juive canadienne²¹. À cette date, seulement huit-cents Juifs sont engagés dans le travail de la terre — sur une population totale de plus de cent cinquante mille — et seulement environ mille cinq cents résident sur des fermes. Pourtant, des projets de colonisation avaient été initiés au Canada dès 1891, grâce au concours de Maurice de Hirsch, philanthrope juif dont les activités étaient basées à Paris. Dans d'autres cas, des immigrants juifs s'étaient aussi installés sur des terres par leur propre initiative, certains avec succès²². Malgré cela, il demeure que peu de colonies orchestrées par la JCA surmontent le défi que pose la rudesse du climat canadien, la précarité des ressources financières et l'isolement géographique²³. C'est sans compter le fait que la plupart de ces nouveaux venus n'avaient pas ou peu d'expérience préalable en agriculture avant d'être envoyés sur les terres vierges de l'ouest²⁴.

Prenons par exemple le hameau de Lipton en Saskatchewan, puisqu'il constitue la seule tentative de collaboration directe entre la JCA et le gouvernement canadien. À terme, l'échec du projet envenima les rapports entre les deux partis et marqua leurs relations futures. Au printemps 1901, quarante-neuf familles émigrant de Russie se firent assigner une terre, située à une centaine de kilomètres au nord de Régina et à plus de quarante-cinq kilomètres d'un accès ferroviaire. Les colons furent frappés de malchance ; une épidémie de diphtérie les frappa dès leur arrivée, retardant la tenue de travaux essentiels pour le maintien de la colonie durant l'hiver. Plus encore, la supervision de la colonie avait été confiée à des fermiers locaux, incapables de communiquer avec les immigrants yiddishophones et peu enclins à soutenir une entreprise qu'ils considéraient comme vaine et couteuse. À cause de ces débuts difficiles, plusieurs colons abandonnèrent rapidement la campagne en faveur de Régina, et malgré l'arrivée de renforts au printemps suivant, le projet peina à subsister. Pour le gouvernement canadien, l'échec de la colonie de Lipton confirme des préjugés ramenant au mauvais potentiel agricole des populations juives et influence durablement la position d'Ottawa dans ce domaine²⁵.

Même si le mouvement agricole juif au Canada demeure marginal sur le plan statistique, le fait demeure significatif puisqu'il est tributaire de grands courants idéologiques parmi la communauté juive à l'échelle globale. Selon Simon Belkin, membre éminent de la communauté juive montréalaise qui se constitue durant la grande vague migratoire de 1905-1914, les idéologues sionistes de gauche encouragent les masses laborieuses à s'investir dans la colonisation de l'Amérique du Nord et de la Palestine²⁶. Ce mouvement de retour à la terre, partie prenante du nationalisme de gauche chez les Juifs, trouve ses racines dans les courants révolutionnaires de l'Empire russe.

Les racines idéologiques de l'agriculturalisme juif

Durant l'été de 1879, le *Narodnaia Volia* (Volonté du peuple), un mouvement constitué de groupuscules issus des classes plus éduquées de l'Empire russe, sillonne les campagnes pour promouvoir la révolution chez la classe paysanne, qui à leurs yeux constitue le fondement du mouvement révolutionnaire. Cette opération est mise à mal lorsque Alexandre III, reconnu pour son intransigeance à l'égard des dissidents à l'ordre monarchique, accède au trône vers 1880 à la suite de l'assassinat d'Alexandre II. Sous les répressions montantes du Tsar, la faction juive du mouvement agriculturaliste se scinde en deux groupes: le *Am Olam*²⁷, qui préconise la colonisation des États-Unis, et le *Bilu*, précurseur du sionisme moderne, qui a pour lieu d'établissement la Palestine²⁸. En Amérique du Nord, le *Am Olam* crée des colonies en Louisiane et dans le Dakota du Sud, fondées selon le modèle économique de la coopérative²⁹. Des projets semblables sont d'ailleurs entrepris au Canada, lorsqu'en 1880 la *Young Men Hebrew Benevolent Society* orchestre la fondation en Saskatchewan d'une première colonie coopérative par le concours du philanthrope Maurice de Hirsch³⁰. Ces premiers élans de colonisation juive sont le produit d'une pensée socialiste internationaliste, antérieure à l'articulation du sionisme politique moderne.

Jusqu'en 1905, la pensée des Juifs de la classe ouvrière de Russie est dominée par la notion d'internationalisme, qui prévoit la dissolution des nations dans le cadre d'une révolution socialiste. C'est à la suite des pogroms de Kichinev en 1903 et 1905 que le sionisme devient un courant politique dominant, quand l'envergure des violences perpétrées à l'endroit des Juifs met définitivement en doute qu'il soit possible pour eux de s'émanciper comme citoyens égaux au sein de la société est européenne³¹. Dès lors la mise en chantier d'un foyer national, dont les colonies agricoles sont une étape importante, devient un aspect central du programme politique des idéologues juifs.

Chaim Zhitlowsky, un des penseurs influents au sein du Parti des socialistes révolutionnaires en Russie, constitue un bon exemple marquant du changement relatif à cette pensée. Théoricien prolifique, il avait vers 1899 publié l'essai « Sionisme ou Socialisme » dans lequel il décrivait le sionisme comme un projet « inespéré et fantastique, incapable de résoudre les problèmes pratiques des masses laborieuses juives »³². Toutefois, horrifié par la ténacité de l'antisémitisme dans l'Empire russe, il se repositionne vers 1905 en élaborant une théorie qui amalgame l'internationalisme et le sionisme, reconnaissant la nécessité d'un centre territorial tout en prenant compte de la réalité diasporique de la nation juive³³. Après avoir évolué dans des cercles à dominance russe, Zhitlowsky se fait un fervent défenseur de la langue yiddish, qu'il promeut dès lors comme le véhicule culturel de l'émancipation des Juifs. À partir de New York, où il s'installe définitivement vers 1910, il encourage les Juifs de l'Empire russe à émigrer pour s'investir dans les activités agricoles, autant en Amérique du Nord qu'en Palestine³⁴.

C'est plus précisément au moment où le projet de colonisation d'Eretz-Israël devient un objectif politique central que la productivisation des activités du peuple juif acquiert au Canada une importance capitale. Ce phénomène s'inscrit cependant dans un mouvement plus large de reconstruction de la nation juive, qui se manifeste après la Grande Guerre dans plusieurs États-nations où des migrants juifs aboutissent. En effet, la crise provoquant à ce moment de grands déplacements de populations de l'ancienne Russie impériale vers l'Europe occidentale est perçue par les élites juives comme une opportunité de revitalisation de la nation³⁵. L'historienne Sharon Gillerman, à propos de l'Allemagne de Weimar, affirme que « les experts de la question sociale juive et les leaders laïcs tentaient de renforcer et de normaliser la population de manière à maximiser sa productivité au service à la fois de la communauté juive et de la nation allemande³⁶».

Au Canada, on souligne la capacité du mouvement de retour à la terre pour contribuer à la construction de la nation canadienne, et ce même chez les sionistes dont le regard est tourné vers la Palestine. En d'autres mots, si les Juifs qui cultivent les terres canadiennes ne participent pas directement à l'effort de construction d'Eretz-Israël, ils contribuent toutefois à former une nouvelle génération d'agriculteurs productifs, résolument tournés vers l'avenir de la nation. Nous définissons ainsi la promotion de l'agriculture qui émerge du sionisme de gauche comme un agriculturalisme, à l'instar des discours ruralistes qui émergent des contextes du Canada anglais et du Canada français. Ceux-ci, également issus des courants nationalistes, se distinguent principalement par leur tendance au conservatisme social et religieux, notamment le maintien d'une société rurale, garante de l'ordre traditionnel. En considérant l'importance du ruralisme dans les procédés de construction nationale préconisés chez les Canadiens d'ascendance anglaise et française, on comprend que les campagnes peuvent constituer des espaces contestés au Canada.

L'importance de l'espace rural au sein des nations canadiennes

Pour les élites canadiennes de souche britannique, la société rurale est capitale au développement de la nation. Le modèle type du colon loyaliste, qui incarne la loi et l'ordre, est conçu comme la fondation d'une société saine. C'est au sein des campagnes que se trouve le fleuron de la nation, dont les vertus sont amplifiées par le travail de la terre et la dureté du climat canadien. Chez l'élite anglo-saxonne, on préconise un modèle de société, inspiré du darwinisme social, qui souligne les origines raciales nobles et les attributs physiques et psychologiques supérieurs du Canadien³⁷. Ce dernier, dont le mode de vie est stable, en comparaison de l'errance qui afflige les masses laborieuses urbanisées, constitue un gage durable pour le développement de la société. Cette notion émerge avant tout en réaction à la révolution industrielle anglaise, qui avait connu des proportions inquiétantes aux yeux des Canadiens.

En effet, l'essor industriel qu'a connu l'Angleterre est perçu par les élites anglo-saxonnes du pays comme une mise en garde. Selon ces derniers, le Canada devrait veiller à conserver un équilibre entre développement agricole et industriel et s'assurer l'avantage d'un ordre social engendré dans une collectivité à dominance rurale. Après la Grande Guerre, cet enjeu a une grande portée puisque la vague d'immigration entre 1896 et 1914 – jumelée à l'exode rural chez les Canadiens français – avait profondément altéré la composition démographique du dominion. Durant la seule première décennie du vingtième siècle, Montréal connut une croissance de 50 %, Toronto de 80 %, Winnipeg de 200 %, Edmonton de 600 % et Vancouver de 300 %³⁸. Réagissant à cet accroissement du paysage urbain, la pensée ruraliste exprimée au Canada anglais vers le tournant du siècle envisage un pays dont le caractère agricole dominerait à la fois sur les plans social et économique. La colonisation de l'Ouest canadien est donc le théâtre d'un projet national d'importance pour lequel les élites canadiennes-anglaises entretiennent des visées particulières.

On retrouve une idée équivalente au sein du discours des élites Canadiennes françaises. Contrairement au ruralisme du Canada anglais, leur discours est plutôt centré sur la notion de survivance, représentée notamment dans le nationalisme de Lionel Groulx. Préoccupé par l'émigration massive des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, Groulx craint que l'éparpillement de la nation affaiblisse sa position au sein de l'Amérique du Nord³⁹. Mais il y a pire. Ce mouvement migratoire signe non seulement le départ de la jeunesse canadienne-française en dehors du foyer national du Bas-Canada, mais également sa partance d'une campagne idéalisée vers un milieu urbain industrialisé, dont le climat moral est craint par les autorités cléricales⁴⁰. Une fois installés dans la ville, les émigrants tournent définitivement le dos à la vocation agricole qui constitue pour Groulx un vecteur essentiel de l'identité franco-catholique canadienne, idéalisée dans la mémoire collective comme héritage de l'époque du régime français. Cette hémorragie contribue à mettre en péril la survie des Canadiens français sur le dominion, qui auraient plus intérêt à consolider leur présence en colonisant le nord-ouest de la province de Québec.

Une notion semblable, quoiqu'adoptant dans ce cas l'idée des deux peuples fondateurs, se retrouve dans les écrits d'Henri Bourassa lorsqu'il défend « qu'on devrait d'abord encourager le peuplement de [l'Ouest] par des colons canadiens, anglais et français, transplantés des provinces de l'Est ou rapatriés des États-Unis ; pour maintenir le nombre des colons canadiens autant que possible, aux éléments les plus sains des races de langue anglaise et de langue française, afin de conserver le caractère propre de la population indigène, qui les aurait absorbés »⁴¹. Le commentaire de Bourassa est emblématique de cet esprit de survivance nationale, au moment précis où le Canada connaît sa plus grande croissance démographique à force de vagues migratoires issues principalement de l'Europe centrale et orientale.

Le Montréal juif de la grande vague migratoire

Durant la première décennie du vingtième siècle, la population juive canadienne passe d'environ 16 000 en 1901 à plus de 75 000 selon le recensement de 1911⁴². Cette croissance se situe dans le cadre du plan Sifton de 1896, une politique du gouvernement Laurier qui visait à peupler les vastes étendues canadiennes par une immigration de masse. La cause des Juifs recevait d'abord un appui favorable: Laurier s'était prononcé en faveur de la sauvegarde des Juifs est-européens vers 1903 – à la suite des pogroms de Kichinev en Ukraine – en assurant à la communauté juive canadienne que les portes du pays étaient grandes ouvertes aux opprimés⁴³. Même si l'objectif premier du plan Sifton était de développer des territoires inexploités, les centres urbains demeurèrent les principaux pôles d'attraction des masses immigrantes, pour qui l'industrie manufacturière constituait la meilleure opportunité d'intégration socioéconomique. À Montréal seulement, la population juive yiddishophone passa durant la première décennie du vingtième siècle de 7600 à 30 700⁴⁴, la plus forte concentration s'installant dans l'axe de la rue St-Laurent au nord de la rue Sherbrooke jusqu'à la rue Mont-Royal.

Cette croissance soudaine eut un effet unique sur la constitution de la communauté juive montréalaise. Comme l'explique Pierre Anctil, puisque ces immigrants n'intègrent pas une communauté juive déjà nombreuse et structurée autour d'un discours politique organisé, comme c'est le cas à New York, « Montréal a sans doute été en Amérique du Nord la ville la plus fortement influencée, au cours de la grande période migratoire de 1904-1914, par les sionistes de gauche (...) »⁴⁵. La dominance du *Poale-Zion*⁴⁶, décrite par Simon Belkin dans son ouvrage sur l'histoire des mouvements ouvriers juifs, témoigne d'ailleurs de cette tendance. La prévalence de cette orientation politique s'explique du fait que la génération qui émigre vers le Canada durant la première décennie du vingtième siècle transporte avec elle l'expérience des soulèvements populaires en Russie. Ce bagage se reflète sur les activités syndicales et communautaires des immigrants qui atteignent les rives du fleuve Saint-Laurent en grand nombre avant que le flux migratoire ne cesse complètement vers 1915.

Des écrits autobiographiques laissés par des représentants de cette génération nous permettent de saisir le contexte qui entoure à ce moment la formation de la communauté juive. Hershl Novak, qui débarque sur les quais de Montréal vers 1909 âgé de 17 ans, décrit dans *Fun mayne yunge yorn* (De mes années de jeunesse) le milieu qu'il intègre⁴⁷. Comme pour plusieurs de ces jeunes migrants, la traversée de l'Atlantique signe l'entrée dans la modernité. Du fait même, plusieurs abandonnent leur pratique orthodoxe, contraint par les conditions de voyage à manger pour la première fois de la nourriture non cachère, et intégrant un milieu ouvrier où le respect des lois juives est rendu presque impossible. Ces immigrants sont toutefois en mesure de laisser libre cours à leurs ambitions politiques, forts de leur expérience militante, mais libérés des mesures répressives de l'Empire russe qui rendaient les activités politiques périlleuses.

Novak décrit l'idéalisme politique qui anime alors la jeunesse juive ouvrière. À Montréal, aux premières belles journées printanières, celle-ci se rassemblait au pied du Mont-Royal pour débattre autour du *Poale Zion*⁴⁸. Novak rappelle fièrement comment ils avaient fait de Montréal une forteresse du yiddishisme et des idées défendues par Zhitlowsky⁴⁹. Partisan de l'importance de la langue vernaculaire juive dans le cadre du développement du sionisme, Novak s'était investi dans la fondation de la première école yiddish à Montréal. À la suite du cinquième rassemblement nord-américain du *Poale Zion*, qui avait eu lieu à Montréal, lui et quelques camarades s'étaient entendus sur l'importance de développer un réseau d'écoles nationales-radicales pour la communauté juive grandissante⁵⁰. Emplis d'idéalisme, ils ouvrirent dès 1911 la *Peretz Shul* (l'école Peretz), une institution qui préconisait une approche pédagogique moderne et séculière qui insufflait à la jeunesse des principes réunissant le fait juif et la libre pensée, tentant de présenter à la fois les bases du nationalisme et du socialisme⁵¹. Ces idéaux étaient propulsés par l'apparition d'institutions juives axées sur la propagation de la connaissance et de la pensée critique, comme la bibliothèque de l'Institut Baron de Hirsch et la Bibliothèque publique juive, qui étaient des espaces de rassemblement pour l'intelligentsia nouvellement immigrée⁵².

Également tributaire de ce mouvement, notons les contributions d'un autre activiste au sein des institutions juives canadiennes issues de la grande vague migratoire de 1905-1914. Simon Belkin, originaire de Kiev dans l'Empire russe, arrive à Montréal vers 1910. Il porte un souvenir marquant des soulèvements de 1905, durant lesquels il fut blessé au combat et mis sous arrestation pour son implication dans une organisation d'autodéfense juive⁵³. En rétrospective, il signe deux ouvrages déterminants qui traitent des années formatrices de la communauté juive canadienne, soit *Di Poale-Zion Baverung in Kanade* vers 1956 et *Through Narrow Gates* vers 1968. Belkin décrit, à travers le premier ouvrage, les activités du groupe travailliste du *Poale Zion* au Canada dont les années 1915-1920 constituèrent le moment fort⁵⁴. Durant cette période, selon Belkin, on assiste à Montréal à de grandes réalisations communautaires, tel qu'en témoignent les avancées du syndicalisme et du socialisme, par des démonstrations en faveur d'Eretz-Israël et de la condition de la vie juive en général⁵⁵.

C'est au sein de la même vague migratoire que H.M. Caiserman atteint Montréal, émigrant de la Roumanie vers 1910 âgé de vingt-six ans⁵⁶. Son parcours en Europe de l'Est laissait présager un avenir prometteur, lui qui s'était montré prolifique dès le plus jeune âge en s'illustrant comme archiviste à Bucarest alors qu'il n'était âgé que de quinze ans⁵⁷. Polyglotte, le yiddishophone de langue maternelle maîtrisait l'allemand, l'hébreu et le roumain, et il apprit de suite l'anglais à son arrivée au Canada. Sioniste affirmé et partisan du *Poale Zion*, il fut profondément marqué par une correspondance qu'il avait entretenue avec Theodor Herzl⁵⁸ dans le cadre de ses activités militantes en Roumanie. Naturellement, il s'implique dès son arrivée à Montréal au sein du *Poale Zion*.

Caiserman, en tant qu'activiste syndicaliste et communautaire de premier ordre, a laissé derrière lui une documentation assez fournie qui nous permet de bien cerner sa pensée. Celle-ci met en relief l'idéalisme qui caractérise la génération de la grande vague migratoire d'avant la Grande Guerre. À la lecture du compte-rendu de son passage en Palestine, qu'il avait sillonnée entre 1921 et 1925, on ressent la vive émotion d'un nationaliste qui visite pour la première fois sa terre patrie. Relatant son expérience à bord du train menant à Jérusalem, il écrit : « J'ai vu des larmes de joie dans les yeux de plus d'un touriste, lorsque le conducteur du train les approche et leur demande dans un hébreu sépharade clair, 'Bavakasha Kartisim' (Billets, s'il vous plaît!) »⁵⁹. Sa visite des fermes communautaires que construisent à ce moment les *Haluzim*⁶⁰, des pionniers idéalistes inspirés de l'idéologie socialiste, laisse la plus grande impression sur le pèlerin. Dans les montagnes Yehuda, il témoigne d'une activité extraordinaire : des jeunes hommes et jeunes femmes, « d'apparence cultivée et de bonté extrême », dont parmi eux se trouvent des membres éminents des professions libérales et intellectuelles, se vouent à la « grande religion du travail qu'ils ont amenée en Israël »⁶¹.

À son retour de Palestine vers 1925, Caiserman se lance dans une tournée à l'échelle canadienne pour promouvoir la cause sioniste. Il s'arrête à Winnipeg et à Regina tout comme dans les localités rurales pour partager ses expériences en terre sainte, relatant aux travailleurs et aux fermiers juifs les vertus du labeur agricole dont il a témoigné⁶². Son idéalisme et sa vocation d'activiste sont évidents, lorsqu'il écrit que « d'une certaine manière, je considère mon travail comme celui d'un pionnier, puisqu'il nécessite la réorganisation et la galvanisation de tout un front sioniste dans l'Ouest »⁶³. Caiserman s'était effectivement illustré à titre de pionnier dans plus d'une cause militante. Sa plus grande réalisation demeure sans doute d'avoir initié les travaux menant à la tenue du premier Congrès juif canadien, convoqué en mars 1919 dans le but de créer un front commun parmi une communauté juive canadienne fragmentée.

Le moment sioniste de gauche du Congrès juif canadien

Vers 1915, on avait cherché pour une première fois à rassembler les délégués issus des organisations sionistes de tout le pays afin de venir en aide aux victimes de la Grande Guerre⁶⁴. Cette initiative de Clarence De Sola⁶⁵, issu de la classe aisée et assimilée à la sphère anglophone canadienne, ne réussit toutefois pas à établir des liens durables entre les différentes couches sociales et les différentes orientations politiques formant la collectivité juive canadienne. Or, au lendemain de la Grande Guerre, c'est la vitesse acquise par le mouvement sioniste, jumelée à la magnitude des atrocités subies par les populations juives lors la Guerre civile russe, qui remet le projet sur la table. Lorsque le Congrès juif canadien se rassemble sous l'initiative de Caiserman en mars 1919, il symbolise la culmination d'événements extraordinaires qui insufflent un vent d'espoir concernant l'avenir de la nation juive. Au moment de la Conférence

de paix à Paris, De Sola annonce à ses concitoyens montréalais que, selon une source fiable, la création d'un état juif en Palestine aurait reçu l'appui favorable de la part des diplomates anglais⁶⁶.

À court terme, l'un des principaux objectifs du Congrès est de se positionner face à l'enjeu de l'immigration juive au Canada. Samuel W. Jacobs, député libéral au sein du gouvernement fédéral dans la conscription de Cartier à Montréal, explique à la délégation que dans la situation présente, le gouvernement canadien s'inquiète de recevoir des migrants qui pourraient constituer une charge financière pour l'état⁶⁷. Pour parer aux dépenses encourues, Jacobs en appelle à la charité de la communauté juive canadienne, dont « l'entraide constitue un devoir national qui devrait être mené à bien en fonction d'un agenda nationaliste »⁶⁸. En vertu de la loi sur l'immigration, il rappelle que c'est l'agriculture qui constitue le meilleur gage d'entrée au pays, est donc que la colonisation de l'Ouest est d'une importance capitale pour tous les Juifs canadiens⁶⁹.

Outre la question de l'immigration canadienne, le développement de la Palestine juive constitue un autre thème central lors du Congrès. L'agenda sioniste de gauche est réaffirmé dans les discussions qui abordent les étapes politiques de la création d'un foyer national juif. À cet effet, les délégués adoptent une résolution appelant à ce que « la Palestine soit gouvernée sur le principe de la justice sociale, de la liberté politique et d'une législation des plus progressistes sur le travail »⁷⁰. Chaim Zhitlowsky, invité d'honneur au congrès, profite de l'occasion pour rappeler que si certains sont choqués par le radicalisme d'une telle résolution, elle se situe pourtant encore bien loin du socialisme, comme des principes semblables sont défendus au même moment par le président américain Woodrow Wilson⁷¹. Le chemin qui mène vers le socialisme véritable appelle à l'éveil de tous les Juifs. Il résume cette pensée dans la parabole suivante: « Moi aussi, je crois que dans le coeur de chaque Juif se trouve un socialiste, mais je crains que dans plusieurs coeurs le socialiste se cache dans un coin sombre, ce pour quoi je saisis l'opportunité de craquer une allumette dans ce compartiment »⁷².

À terme, le congrès réussit à propulser l'entraide communautaire et à galvaniser le sionisme, dont la vitalité dans certaines régions du Canada était considérée anémique⁷³. Plus encore, il mène à la mise sur pied d'une grande collecte de fonds pour venir en aide aux victimes juives du régime de Denikine en Ukraine, orchestrée par l'Union des travailleurs juifs ukrainiens, qui envoie même Simon Belkin sur place pour veiller à la distribution des ressources⁷⁴. Les massacres sont d'ailleurs soulignés dans le cadre d'une grande marche funèbre dans les rues de Montréal qui rassemble, selon une estimation du journal *La Patrie*, plus de vingt-mille Juifs⁷⁵.

Suivant la résolution adoptée en matière d'immigration, qui statuait que la JCA ne pouvait à elle seule fournir l'aide aux réfugiés, le Congrès provoque la création de la

Jewish Immigrant Aid Society (JIAS) qui a pour mandat le soutien immédiat des nouveaux arrivants en provenance d'Europe de l'Est. Cette organisation œuvre aussi de concert avec la JCA pour faciliter l'installation des immigrants sur le vaste territoire canadien. Cette collaboration, indique Leon Rosenthal, secrétaire général de la JCA, « est un important facteur dans la formation de la communauté juive comme elle se développe à présent dans ce pays »⁷⁶. La JIAS offre des services juridiques qui permettent de reporter les délais de déportation des réfugiés qui échouent à se qualifier dans le cadre de la Loi sur l'Immigration. Devant le fait que la majorité des réfugiés qui débarquent en sol canadien ont pour destination finale les États-Unis, la JIAS entre en contact avec les organisations juives américaines d'aide aux immigrants pour solliciter des ressources financières⁷⁷. Pour ceux qui demeurent au pays, la JCA cherche à en établir un plus grand nombre sur les colonies juives de la Saskatchewan et du Manitoba, dont plusieurs demeurent vacantes suite à leur abandon par des colons précédents. Cependant, malgré l'insistance du plan de colonisation, le mouvement vers les campagnes demeure pour les réfugiés juifs un phénomène marginal.

À la lecture du compte-rendu des activités de la JCA pour la décennie des années 1920, on observe deux tendances face à la colonisation juive. D'abord, un nombre limité de réfugiés a entrepris des activités agricoles alors qu'une majorité s'est plutôt dirigée vers les centres urbains. Ensuite, la communauté juive a dû compter sur l'influence de ses membres les plus en vue au sein de la vie politique canadienne pour obtenir certaines concessions sur l'immigration. C'est en grande partie grâce aux pressions de S.W. Jacobs, qui siège alors au parlement canadien, que le gouvernement permet à des migrants de s'établir au pays sans qu'ils doivent prouver leur expérience en agriculture⁷⁸. Grâce aux leviers politiques exercés par Jacobs, le Canada admet en 1923 cinq mille réfugiés juifs de Russie, à un rythme de cent par semaine⁷⁹. Mais malgré les efforts déployés en vue de placer les réfugiés sur les fermes de l'Ouest canadien, les résultats dans ce domaine furent décevants. Mis à part une famille qui s'est établie avec succès sur une ferme en Saskatchewan, on déplore que des hommes célibataires aient seulement travaillé la terre durant la saison estivale pour retourner vers les centres urbains durant la saison froide, où même que des familles entières aient rapidement abandonné leurs fermes au profit de la ville⁸⁰.

Dans ses écrits autobiographiques, Hershl Novak mentionne à propos des plans de colonisation de la JCA qu'il « était de notoriété générale [...] qu'ils ne réussissaient qu'à moitié »⁸¹. Cette évidence est vraisemblablement partagée par les autorités d'immigration canadienne et se serait perpétuée jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, comme en témoignent les actions du gouvernement canadien dans le dossier de l'immigration juive durant les années 1930. Or comment interpréter le discours que tiennent les élites de la communauté juive après la Grande Guerre par rapport à la colonisation et à l'agriculturalisme juif? Découle-t-il d'un simple pragmatisme ou recèle-t-il des preuves authentiques d'adhésion à une idéologie de reconstruction de la nation juive? La réponse doit prendre en compte différents apports, puisqu'il

est impossible d'occulter le sentiment d'urgence qui afflige la communauté juive canadienne devant la misère de leurs coreligionnaires, tout comme l'existence d'un courant d'idées qui met de l'avant une notion d'émancipation du peuple juif à travers la productivisation de leurs activités.

La période d'après-guerre crée un contexte favorable au développement de l'idéologie sioniste de gauche, une orientation politique qui est particulièrement présente au sein de la communauté immigrante yiddishophone de Montréal. Ce travaillisme-sionisme, certes plus répandu dans les milieux ouvriers, déteint sur les couches plus aisées et libérales de la communauté juive plus ancienne, comme en témoignent certaines résolutions de penchant socialiste adoptées lors du premier Congrès juif canadien vers 1919. Plus encore, lorsque l'établissement d'un foyer national juif obtient le soutien de la Grande-Bretagne suite de la déclaration Balfour en 1917, le sionisme vit au Canada comme à l'étranger un moment fort, et réussit à insuffler un sentiment d'unité à une communauté juive canadienne fragmentée. C'est dans ce contexte qu'Ottawa reçoit les missives des organismes communautaires juifs établis à Montréal, dans lesquelles se retrouvent des arguments qui évoquent clairement la capacité des immigrants juifs à intégrer au Canada la classe agricole.

C'est en se penchant sur cette période importante, qui a cristallisé les rapports entre la communauté juive et le gouvernement fédéral canadien, que cet article a voulu contribuer à la discussion amorcée par *None is Too Many*. C'est d'autant plus nécessaire qu'un acteur clé dans l'étude d'Abella et Troper est actif au sein de la section d'immigration bien avant la période couverte par les auteurs. Cet article ne dément pas qu'un biais antisémite, bien senti chez les fonctionnaires et les élites politiques canadiennes, a influencé de manière tragique l'application de la loi d'immigration aux dépens des Juifs. Nous avons vu que Frederick Charles Blair, derrière des portes closes, ne se gardait pas d'afficher son hostilité face aux Juifs canadiens. Ainsi, Abella et Troper écrivent avec justesse que « Blair, évidemment, était un antisémite », et que « son mépris pour les Juifs était sans limites »⁸². Plutôt, cet article s'est penché sur le fait que des discours nationalistes émergeant à cette période étaient susceptibles de pressentir les aspirations agricoles des Juifs canadiens comme une menace à leur développement national.

Comme les élites anglo-saxonnes et canadiennes-françaises entretenaient des visées précises face à la place qu'occupait la société agricole dans le développement de leurs nations respectives, ils ont perçu la présence juive comme menaçante à leur équilibre social. Mais de toute manière, la suspicion qu'entretient la section d'immigration canadienne à l'endroit des plans de la colonisation juive n'avait qu'à se convaincre des statistiques peu éloquentes en cette matière. Tout semble corroborer que les Juifs sont en effet des « gens des villes »⁸³ et qu'il est « impossible de les retenir sur la ferme »⁸⁴. Sous cette perspective, l'insistance de la communauté juive à proposer la colonisation juive comme solution à l'influx de migrants qui se butent aux portes

du pays semble vouée à envenimer les rapports entre les deux parties. Nous sommes donc portés de croire que Blair, craignant qu'une vague de réfugiés juifs allemands ne déferle sur les villes canadiennes à une période de récession économique sans précédent, se référerait à son expérience passée quand il refusait l'entrée aux Juifs qui se prétendaient agriculteurs.

1

Anton Denikine (1872-1947) prend le commandement de l'armée blanche après la mort du général Lavr Kornilov vers 1918 durant la guerre civile russe de 1917-1922. Ses efforts se concentrent à restaurer la monarchie dans l'Empire russe à la suite de la Révolution bolchévique de 1917. C'est sous son commandement que sont perpétrés en Ukraine des pogroms virulents contre les populations juives.

2

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 7.

3

Rapport de la Jewish Colonization Association pour l'année 1916, déposé aux archives du Congrès juif canadien (maintenant les Archives juives canadiennes Alex Dworkin) à Montréal, Série KG-5.

4

Rapport de la Jewish Colonization Association pour l'année 1918, déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série KG-5.

5

Loi de l'immigration canadienne, amendement, 1919. Document numérisé accessible à l'adresse suivante: <http://www.quai21.ca/recherche/histoire-d-immigration/loi-de-l-immigration-amendement-1919>, (consulté le 2 mars 2015).

6

H.M. Caiserman, "Memorandum Submitted by the Canadian Jewish Congress on Proposed Amendments to the Immigration Acts", daté du 6 mai 1919. Déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal. Série ZA-1920, boîte 4, fichier 1.

7

H.M. Caiserman, "Memorandum Submitted by the Canadian Jewish Congress on Proposed Amendments to the Immigration Acts",

daté du 6 mai 1919. Déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal. Série ZA-1920, boîte 4, fichier 1.

8

Lettre de H.M Caiserman à J.A. Calder, ministre canadien de l'immigration et de la colonisation, datée du 13 avril 1921. Feuilles déposées aux archives du Congrès juif canadien à Montréal. Série ZA-1921, Boîte 13, fichier 12.

9

Lettre de H.M Caiserman à J.A. Calder, ministre canadien de l'immigration et de la colonisation, datée du 13 avril 1921. Feuilles déposées aux archives du Congrès juif canadien à Montréal. Série ZA-1921, Boîte 13, fichier 12.

10

Une branche canadienne de la Jewish Colonization Association est fondée à Montréal vers 1891 pour aider au processus de colonisation des réfugiés Juifs dans l'Ouest canadien. La JCA vise à étendre les activités qui étaient auparavant sous l'auspice de la Young Men Hebrew Benevolent Society à Montréal. Elle est financée par les fonds du philanthrope Maurice de Hirsch, l'un des principaux contributeurs de l'Alliance Israélite Universelle, une organisation basée à Paris dont les activités principales consistent à fournir une éducation séculière, inspirée par le républicanisme français, à des minorités juives dans les régions d'Europe de l'est, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Par ailleurs, De Hirsch est personnellement impliqué dans la mise sur pied de colonies agricoles en Argentine et en Turquie.

11

Lettre de Leon Rosenthal à J.A Calder, ministre de la colonisation et de l'immigration, datée du 26 novembre 1920. Feuille déposée aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1920, boîte 11, fichier 2.

12

Louis Rosenberg, « Jewish Farming in Canada », document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série M3.

13

Mémorandum de F.C. Blair pour le ministre Calder, datée du 26 novembre 1920. Feuille déposée au Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1920, boîte 11, fichier 2.

14

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983]; Simon Belkin, *Through Narrow Gates: a Review of Jewish Immigration, Colonization and Immigrant Aid Work in Canada (1840-1940)*, Montréal, The Eagle Publishing 1968, p. 100.

15

Ninette Kelley, Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 115.

16

Ninette Kelley, Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 116.

17

Gerald Tulchinsky, *Immigration in Canada: Historical Perspectives*, Toronto, Queen's University Press, 1994, p. 303.

18

Gerald Tulchinsky, *Immigration in Canada: Historical Perspectives*, Toronto, Queen's University Press, 1994, p. 116.

19

Mémorandum de F.C. Blair pour Mr Black, datée du 15 décembre 1921. Feuille déposée aux archives du Congrès juif canadien. Série ZA-1921, boîte 13, fichier 2.

20

Gerald E. Dirks, *Canada's Refugee Policy: Indifference or Opportunism?* Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, p. 43.

21

Louis Rosenberg, *Canada's Jews: A social and economic study of Jews in Canada in the 1930's*, Montréal, McGill-Queen's, 1993 [1939], p. 226.

22

On recense des communautés indépendantes dans les provinces du Québec, de l'Ontario, du

Manitoba et de la Saskatchewan. Par exemple, une communauté s'installe vers 1904 dans le village de Sainte-Sophie, quelques cinquante kilomètres au nord de Montréal. Ils développent un élevage de volaille qui atteindra une certaine prospérité ainsi que des activités d'agriculture diverses. L'installation de cette communauté se fait de manière indépendante, sans le concours de l'Institut du Baron de Hirsch et de la JCA. Voir Howard Gontovnick, « From Colony to Community: Ste-Sophie, Quebec », *Canadian Jewish Studies*, no. 9, 2001, p. 190-209

23

Louis Rosenberg, « Jewish Farming in Canada », document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série M3.

24

Louis Rosenberg, « Jewish Farming in Canada », document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série M3.

25

Louis Rosenberg, *Canada's Jews: A social and economic study of Jews in Canada in the 1930's*, Montréal, McGill-Queen's, 1993 [1939], p. 219-220.

26

Simon Belkin, *Through Narrow Gates: A Review of Jewish Immigration, Colonization and Immigrant Aid Work in Canada (1840-1940)*, Montréal, The Eagle Publishing 1968, p. 78.

27

Signifie en hébreu: « peuple éternel ».

28

Simon Belkin, *Through Narrow Gates: A Review of Jewish Immigration, Colonization and Immigrant Aid Work in Canada (1840-1940)*, Montréal, The Eagle Publishing, 1968, p. 52-55.

29

Violet Goering, Orlando J. Goering, « Jewish Farmers in South Dakota - the Am Olam », *South Dakota State Historical Society*, vol. 12, no 4, 1983, p. 232-247.

30

Simon Belkin, *Through Narrow Gates: A Review of Jewish Immigration, Colonization and Immigrant Aid Work in Canada (1840-1940)*, Montréal, The Eagle Publishing, 1968, p. 54.

31

Tony Michels, *A fire in their hearts: Yiddish*

Socialists in New York, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 135.

32

Tony Michels, *A fire in their hearts: Yiddish Socialists in New York*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 133.

33

Tony Michels, *A fire in their hearts: Yiddish Socialists in New York*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 135.

34

Simon Belkin, *Through Narrow Gates: a Review of Jewish Immigration, Colonization and Immigrant Aid Work in Canada (1840-1940)*, Montréal, The Eagle Publishing, 1968, p. 79.

35

Sharon Gillerman, *Germans into Jews: Re-making the Jewish Social Body in the Weimar Republic*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 2.

36

Sharon Gillerman, *Germans into Jews: Re-making the Jewish Social Body in the Weimar Republic*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 3.

37

Carl Berger, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 2013 [1970], p.130.

38

Ninette Kelley, Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 114.

39

Damien-Claude Bélanger, « L'abbé Lionel Groulx et les conséquences de l'émigration canadienne-française aux États-Unis », *Québec Studies*, no 33, 2002, p. 58.

40

Damien-Claude Bélanger, « L'abbé Lionel Groulx et les conséquences de l'émigration canadienne-française aux États-Unis », *Québec Studies*, no 33, 2002, p. 60.

41

Henri Bourassa, « Le Péril de l'immigration », *Le Devoir*, 28 juillet 1913, article de journal

publié dans Pierre Anctil, *À chacun ses Juifs: 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947*, Québec, Septentrion, 2013, p. 114.

42

Louis Rosenberg, *Canada's Jews: a social and economic study of Jews in Canada in the 1930's*, Montréal, McGill-Queen's, 1993 [1939], p. 20.

43

Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier Juif au Canada 1904-20*, Québec, Septentrion, 1999 [1959], p. 83. Traduit du Yiddish par Pierre Anctil.

44

Louis Rosenberg, *Canada's Jews: A social and economic study of Jews in Canada in the 1930's*, Montréal, McGill-Queen's, 1993 [1939], p. 20.

45

Pierre Anctil, Introduction à la traduction de Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier Juif au Canada 1904-20* Québec, Septentrion, 1999, p. xi.

46

Le *Poale Zion* est l'une des unions de travailleurs sioniste de gauche qui émerge dans le contexte révolutionnaire de l'Empire russe vers 1904. Il se caractérise par le fait qu'il se développe simultanément dans la diaspora juive comme le parti qui supporte le nationalisme diasporique, à l'instar d'unions de travailleurs juifs comme le Bund, qui adopte une position internationaliste et qui est davantage centrée sur les activités révolutionnaires au sein de l'Empire russe. Une branche du *Poale Zion* est ouverte à Montréal dès 1905.

47

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec, Septentrion, 2009 [1957], p.266. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil.

48

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec, Septentrion, 2009 [1957], p. 67. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil.

49

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec,

Septentrion, 2009 [1957], p. 67. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil.

50

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec, Septentrion, 2009 [1957], p. 70. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil.

51

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec, Septentrion, 2009 [1957], p. 64. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil.

52

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec, Septentrion, 2009 [1957], p. 64. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil.

53

Pierre Anctil, Introduction à la traduction de Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier Juif au Canada 1904-20* Québec, Septentrion, 1999, p. xii.

54

Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier Juif au Canada 1904-20*, Québec, Septentrion, 1999 [1959], p. 106. Traduit du Yiddish et présenté par Pierre Anctil.

55

Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier Juif au Canada 1904-20*, Québec, Septentrion, 1999 [1959], p. 106. Traduit du Yiddish et présenté par Pierre Anctil.

56

Pierre Anctil, *Tur Malka: flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*, Québec, Septentrion, 1997, p. 77.

57

H.M. Caiserman, manuscrit d'une autobiographie déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série DA-1, boîte 6.

58

Theodor Herzl (1860-1904) est considéré comme l'un des pères du sionisme politique moderne. Il publie *Der Judenstaat* (L'État juif) en 1896 qui fut une influence importante dans l'articulation d'une théorie pratique de la formation d'un état juif indépendant.

59

H.M. Caiserman, « A Trip to Palestine », compte-rendu de voyage daté d'août 1925 déposé aux archives du Congrès juif canadien, série DA-1, fichier 6.

60

En hébreu, *Haluzim* signifie: « pionnier ». Dans le contexte du sionisme, ces pionniers occupent la fonction vitale de la colonisation d'Eretz-Israël.

61

En hébreu, *Haluzim* signifie: « pionnier ». Dans le contexte du sionisme, ces pionniers occupent la fonction vitale de la colonisation d'Eretz-Israël.

62

H.M. Caiserman, Rapport de tournée dans l'Ouest canadien déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série DA-1, fichier 5.

63

H.M. Caiserman, Rapport de tournée dans l'Ouest canadien déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série DA-1, fichier 5.

64

« First Canadian Jewish Congress March 1919 », Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal. Série ZA-1919, boîte 10, fichier 31.

65

Clarence Isaac De Sola (1858-1920) est l'un des membres éminents de la communauté juive déjà établie avant la grande vague migratoire de 1904-1914. Homme d'affaire et diplomate, il évolue au sein de la classe anglo-protestante fortunée de Montréal. Tout comme d'autres membres fortunés de la communauté juive, comme Mortimer B. Davis qui possède la compagnie de tabac *Imperial Tobacco*, il représente les franges libérales du mouvement sioniste canadien.

66

Auteur inconnu, « Palestine to be Separate State for Jewish Folk », *The Montreal Daily Star*, le 17 mars 1919. Coupure déposée aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1919, boîte 10, fichier 31.

67

Procès verbal de l'assemblée du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1910, boîte 10, fichier 5, p. 25.

68

Jacobs fait ici référence au nationalisme juif, soit le sionisme, voir le Procès verbal de l'assemblée du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1910, boîte 10, fichier 5, p. 25.

69

Procès verbal de l'assemblée du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1910, boîte 10, fichier 5, p. 25.

70

Procès verbal de l'assemblée du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1910, boîte 10, fichier 5, p. 38.

71

Woodrow Wilson (1856-1924) est président des États-Unis de 1913 à 1921 à la tête du parti démocrate.

72

Procès verbal de l'assemblée du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1910, boîte 10, fichier 5, p. 39.

73

H. M. Caiserman, compte-rendu du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série DA-1, boîte 5.

74

H. M. Caiserman, compte-rendu du premier Congrès juif canadien. Document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série DA-1, boîte 5.

75

Auteur inconnu, « Manifestation des Juifs de la métropole », *La Patrie* 25 novembre 1919. Coupure déposée aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série ZA-1919, boîte 10, fichier 31.

76

Leon Rosenthal, *Rapport des activités de la JCA pour la décennie des années 1920*, document déposé aux archives du Congrès juif canadien. Fonds Personalial/Belkin.

77

Selon H.M. Caiserman, vers 1920 plus de 75% des réfugiés qui débarquent dans les ports de l'est du Canada ont pour destination finale les États Unis. H.M Caiserman, lettre au président de la *Hebrew Sheltering and Immigrant Aid Society of America*, document déposé aux archives du Congrès juif canadien, Série ZA-1920, boîte 11, fichier 6.

78

Leon Rosenthal, *Rapport de la JCA pour la décennie des années 1920*, document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série Belkin/Personalial.

79

Leon Rosenthal, *Rapport de la JCA pour la décennie des années 1920*, document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série Belkin/Personalial.

80

Leon Rosenthal, *Rapport de la JCA pour la décennie des années 1920*, document déposé aux archives du Congrès juif canadien à Montréal, Série Belkin/Personalial.

81

Hershl Novak, « *Foun mayne yunge yorn* », *La première école yiddish de Montréal*, Québec, Septentrion, 2009 [1957], p. 173. Traduit du yiddish et présenté par Pierre Ancil.

82

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 9.

83

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p.5.

84

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p.5.